



Jean-Baptiste HUMBERT o.p.

**Statut et bilan de l'archéologie à Gaza depuis
1995 : La question du patrimoine**

École biblique et archéologique française de Jérusalem
Novembre 2010

Nous chercherons d'abord à décrire les activités archéologiques qui ont été menées dans la Bande de Gaza depuis 1995, puis à tenter une réflexion sur l'idée plus générale d'héritage culturel qui se met en place difficilement.

1 - La phase administrative

Les Accords d'Oslo-Madrid conclus, le Ministère français des Affaires étrangères, dès 1994, a demandé au Consulat général de France à Jérusalem de promouvoir dans les meilleurs délais une coopération franco-palestinienne dans différentes directions. Le Consulat français a sollicité l'École biblique et archéologique française de Jérusalem pour organiser une coopération avec la toute nouvelle Autorité Nationale Palestinienne dans le domaine de l'archéologie

D'autres pays de l'Europe étaient vivement intéressés par une coopération archéologique en Palestine. Il apparaissait alors que les besoins et les urgences étaient considérables. Il fallait aider au départ une administration qui se mettait en place. S'est alors créée, en un mouvement apparemment spontané, une association rassemblant les « Young European Archaeologists of Jerusalem ». La première (et unique !) réunion eut lieu à la British School de Jérusalem, comptant une quarantaine de participants qui ont élu un président : l'assyriologue Marcel Sigrist, alors directeur de l'École biblique, parce que bien introduit dans les milieux anglo-saxons. Les participants ont exposé de nombreux projets qui ne tenaient pas toujours compte des réalités sociales et administratives de la nouvelle entité politique en train de naître. Plus de la moitié des projets concernait Jéricho qui promettait, de par la proximité de Jérusalem, des facilités logistiques. Jéricho aussi parce que le palais Hisham, site exceptionnel, donnait à beaucoup l'occasion de participer à la mise en valeur symbolique d'un monument omeyyade et arabe, un projet phare tout à l'honneur de la Palestine.

Par ailleurs, il fut patent que la moitié des Young Archaeologists comptait de plus ou moins jeunes chercheurs attirés en Israël et qui n'y avaient guère trouvé d'engagement ferme. La Palestine était apparue comme un territoire plein de promesses. La quasi totalité des projets n'eut aucune suite. À cette époque pionnière, la Palestine mit des mois à créer les organismes administratifs, nécessaires au fonctionnement d'un État. Un Service des Antiquités fut assez vite organisé qui n'était qu'un département du Ministère du Tourisme, comme en Jordanie. Nombreux furent ceux qui auraient préféré une tutelle des Universités ou d'un autre organe de recherches. L'autorité du Service a considéré avec de vraies raisons, qu'une participation étrangère, aussi rapide que massive dans les différents secteurs de l'archéologie, aurait noyé et débordé une mise en place responsable des nouveaux acteurs palestiniens.

L'École biblique fit l'option d'intervenir dans la Bande de Gaza, désireuse de ne pas interférer dans les projets des Young Archaeologists qui n'envisageaient d'intervention qu'en Cisjordanie. Un accord fut passé entre le Consul général de France, Jean de Glyniasty et le Ministre palestinien du Tourisme et des Antiquités, Elias Frej, pour constituer une Mission franco-palestinienne de coopération archéo-

logique à Gaza. Le Consulat de France fit appel à l'École biblique qui chargea Jean-Baptiste Humbert de promouvoir une coopération avec l'Autorité Palestinienne de Gaza, d'en prévoir les modalités et d'en planifier les interventions. Le Ministère français s'engageait à soutenir financièrement la mission à deux conditions. D'abord, que le financement ne pouvait concerner que des fouilles archéologiques, avec la conséquence que pendant les dix ans de l'activité envisagée, tous les acteurs de la coopération franco-palestinienne œuvrent bénévolement. Ensuite que les interventions devaient en priorité aider à la formation d'un personnel local, compétent tant dans les fouilles archéologiques que dans toutes les opérations qui mènent à la publication scientifique des résultats. Était promise une formation complémentaire, par des stages en France, d'étudiants et des intervenants palestiniens qui auraient montré des dispositions professionnelles. Un budget fut soumis au Ministère français qui reversa le dossier à sa Commission consultative des fouilles à l'étranger, laquelle accorda 10 000 € en 1995 puis 7 000 € pour les années suivantes jusqu'en 1999.

Un accord fut passé avec le Bureau des Antiquités de Gaza (Abdallah Hijazi, deputy-Minister pour Gaza et le directeur de l'École biblique) pour ouvrir un chantier-école de fouilles et faire des expertises à la demande, conseiller et prêter main-forte aux travaux que les Antiquités mèneraient séparément. Mohammad Moain Sadeq, directeur des Antiquités de Gaza, délégué par le directeur général de Ramallah, Hamdan Taha, a été nommé co-directeur de la Mission de coopération pour la partie palestinienne, J.-B. Humbert l'étant pour la partie française. M. Sadeq a choisi pour le chantier-école, le site de Blakhiyah. Le site, au cœur de la ville de Gaza, qui jouxte de Camp de réfugiés de Shatteh, avait été récemment éventré pour la pose d'un grand collecteur des eaux usées du camp et exposé une stratigraphie prometteuse. Le chantier-école a, par conséquent, été ouvert en juin 1995 comme une fouille de sauvetage.

2 – Les activités du Service local des Antiquités

En dépit du développement immobilier rapide et des budgets limités, l'archéologie à Gaza avait pris, avant 2001, un bel élan. Le bureau des Antiquités locales avait montré un dynamisme certain dans le cadre restreint, il est vrai, des opérations d'urgence. Le cimetière romain de Mukheitim avait mis au jour une centaine de tombes au riche mobilier. Dans le même secteur, un ensemble ecclésiastique pavé de mosaïques avait fait l'objet d'un sauvetage approfondi. Le petit sanctuaire byzantin de Abassan al-Kebir, découvert en partie par les Égyptiens avant 1967, avait été nettoyé, complètement dégagé et abrité. Une chapelle byzantine avait été fouillée à Abu Barakeh (Dayr al-Balah) et les ouvriers palestiniens des Antiquités, entraînés au Musée d'Arles, en avaient déposé la mosaïque de la nef centrale. Au Tell Ruqueish des sondages préliminaires à des constructions domestiques, avaient été conduits.

Les Antiquités de Gaza ont porté l'essentiel de ses forces et de ses moyens sur le site byzantin de Umm al-Amer sur la commune de Nusayrât. Pendant plusieurs années consécutives, une équipe toute palestinienne, nombreuse et bien encadrée a

repris le dégagement d'un site nettoyé par les Antiquités israéliennes, interrompu en 1994 par la mise en place de l'Autorité Nationale Palestinienne. Les résultats sont spectaculaires et le site a été, en 2010, choisi par le Gouvernement de Gaza pour une restauration complète à destination pédagogique : encourager le respect des sites et sensibiliser la jeunesse à son histoire.

2a – La mission franco-palestinienne a été une coopération

La mission démarrait avec des bases fragiles : le budget était limité et nos buts n'étaient pas forcément ceux des partenaires palestiniens. Des missions exploratoires de l'Unesco sur les sites saillants des Territoires et de Gaza avaient chiffré des projets de restauration et mise en valeur se montant chacun à un ou plusieurs millions d'euros. Le bureau des Antiquités de Gaza s'attendait donc à des interventions massives et spectaculaires qui ne sont pas venues. Les initiatives de l'Unesco et la demande de coopération du gouvernement français étaient indépendantes. Les projets Unesco avaient été voulus comme des expertises théoriques, offertes en exemple à des puissantes institutions internationales. Les deux parties de la mission de coopération archéologique ont dû s'adapter et recadrer le mode d'intervention tant avec les engagements définis par le gouvernement français qu'avec les attentes du bureau des Antiquités : compléments de formation de personnels par une action commune avec espoirs de perspectives scientifiques.

Le sauvetage d'un site archéologique de grande importance pouvait illustrer de façon efficace les mobiles de notre coopération. Chantier-école sur un site majeur : M. Sadeq avait montré qu'il s'agissait de l'Anthedon de Palestine, mentionné dans plusieurs sources historiques. Avantages : chantier en pleine visibilité au cœur de la grande ville moderne et en milieu populaire.

La mission a donc concentré toutes ses forces sur Blakhiyah-Anthèdon, le chantier-école. Le premier plan quinquennal, 1995 – 1999, a mis en évidence le déplacement ancien, à partir du 8e s. av. J.-C., des activités économiques, nées sur le vieux tell (la vieille ville de Gaza dans les terres), vers le littoral. La mainmise néo-babylonienne sur la Palestine au début du 6e s. av. J.-C. a été une cassure profonde politique et socio-économique. Le sursaut a été dû en grande partie au commerce maritime phénicien et grec avec la refondation du port et d'intenses échanges méditerranéens à partir de la fin du 6e s.

Le second plan quinquennal a commencé en 2003. Une fouille préventive à des constructions à vocation sociale, en retrait du rivage, avait été conduite par les Antiquités de Gaza et entraîné l'abandon de ce projet. Elle avait démontré l'existence de vestiges de la fin du 3e s. av. J.-C. Une longue campagne menée en 2005 par la Mission de coopération a mis au jour un quartier aristocratique remarquablement conservé sous le sable ; puis un ensemble monumental, rempart et porte de ville ; enfin un îlot de grandes maisons romaines enfouies par la progression de la dune. Le plan a été interrompu en 2005 à cause de l'instabilité politique.

Un soutien logistique a été apporté à deux chantiers menés par le bureau des Antiquités de Gaza. Les archéologues locaux avaient découvert un grand complexe ecclésiastique byzantin sur le site de Mukheitim jouxtant le camp de réfugiés de Jabaliyah. Les travaux ont été terminés dans le cadre de la mission de coopération, financés par

le gouvernement français. Cinq cents m² de mosaïques ont été restaurés en 1999 grâce au mécénat et aux compétences du Musée de l'Arles et de la Provence antiques, puis restaurés en 2005 par le même organisme, après qu'un char à chenilles eut traversé le site, endommageant les pavements.

Toujours en 2003, Le bureau des Antiquités a requis la mission de coopération sur le site byzantin de Umm al-Amr, pour mener les sondages de vérification nécessaires à l'interprétation de vestiges couvrant un hectare, à en dresser le plan, à restaurer les pavements de mosaïques par les soins du Musée d'Arles. L'École biblique a dépêché R. Elter (INRAP France) pour coordonner les travaux conjointement avec A. Hassouneh du Service de Gaza.

La publication scientifique de ces deux sites a fait l'objet d'une concertation de manière à ce qu'elle soit menée dans le cadre de la coopération franco-palestinienne et sous tutelle du Ministère palestinien.

En 1998, la Mission de coopération avait montré l'urgence de sauver le Tell Sakan, proche de l'embouchure du Wadi Ghazzeh. Les fondations d'une ville nouvelle avaient traversé sans contrôle dix mètres de sédiments archéologiques. Une intervention immédiate était nécessaire pour empêcher les constructions prévues. La Mission a alors bénéficié en 1999 de la participation du Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), pour mener une campagne d'expertise au Tell Sakan, sous la direction conjointe de M. Sadeq (Antiquités) et de P. de Miroschedji (CNRS). Plus de 1500 ans d'un potentiel scientifique inédit ont été confirmés par une campagne étoffée en 2000.

2b – Les interventions étrangères

D'autres missions étrangères sont intervenues ponctuellement. Une équipe anglaise (Louise Clark, Université de Londres) a mené une courte exploration à Muaraqah sur une installation égyptienne du Nouvel Empire. Peter Fisher de l'Université de Stokholm a réalisé, en trois courtes campagnes, des vérifications stratigraphiques dans les niveaux du Bronze récent au Tell el-Ajjul.

2c – À qui appartient le patrimoine de Gaza et quels en sont les rouages ?

Si l'ensemble des efforts est positif, il ne représente cependant que l'esquisse de ce qui devait être fait. Différents facteurs peuvent être incriminés. Le premier est, avec le défaut de budgets, la très faible mobilisation de la recherche internationale : les media se sont complus à dévaloriser Gaza et leurs champs sont politiques. L'embargo économique, social et politique depuis 2007, a interrompu les projets sociaux et culturels qui étaient de stricte nécessité. Le bilan aujourd'hui est lourd dans la mesure où les enjeux culturels sont presque anéantis et parfois compris comme les dérivations issues du monde occidental, et en tout cas exogènes. L'héritage culturel de Gaza est là, disponible mais informe, en tout cas fragile. Les racines en sont profondes,

complexes et obliérées. Nous tenterons alors quelques réflexions sur le concept de patrimoine gaziote.

Européens, que sommes-nous venus faire à Gaza ? Accompagner, sans autre détour, un Service des Antiquités récemment constitué qui affrontait d'emblée une lourde charge, œuvrer pour hisser Gaza, dans le domaine de l'archéologie et de l'histoire, à une position internationale sur la Méditerranée. Lui restituer ce à quoi elle a droit. Je répète que la coopération a porté des fruits inattendus, en nombre et en qualité. Si les buts ont été atteints, la perspective a été brisée par une politique occidentale au Proche-Orient, aussi timorée qu'aléatoire. Par ailleurs, notre projet n'a pas toujours été compris. On a dit que nous cherchons en Orient nos racines, grecques, romaines, byzantines, comme des traces que nous aurions laissées lors de tentatives de conquête répétées plus ou moins impérialistes et sans cesse repoussées et perçues par l'Orient comme autant de zones d'ombre. Faudrait-il, sans aucune chance de réussir, se justifier du contraire et persuader de l'inverse ? L'Orient, dépositaire de l'histoire, si ancien et si fort a précédé l'Occident dans l'essor de la civilisation et nous ne venons pas en prédateurs mais en débiteurs. Notre ressort est guidé par l'admiration et le respect.

3 – Un héritage

Gaziotés, qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Quel est votre héritage ? Si l'on pose la question aux réfugiés de Gaza, la moitié de la population, ils répondront : de Jaffa ou de Majdal sans que rien d'un arrière-fond historique n'émerge bien que Jaffa et Ascalan soient deux sites archéologiques majeurs. Ceux de souche gaziote sont de Gaza, qui fut jadis capitale d'une puissante principauté. Aux 4-3^e s. av. J.-C., quand Jérusalem végète dans des ruines aménagées, Gaza est riche d'un commerce international, devenue la filiale d'Alexandrie par adoption des modèles culturels de l'aristocratie hellénistique. La nouveauté radicale de sa pratique et sa diffusion si rapide, l'engouement pour un mode de vie à la grecque ont provoqué, dans la société de la montagne, un rejet aux dehors religieux et ceux-là ont fait des choix dans la plus grande violence. C'est la résistance juive des Maccabées contre les Séleucides. D'un côté, une histoire millénaire est revendiquée aujourd'hui comme constitutive d'une nation israélienne qui tient le monopole et le contrôle de l'archéologie. De l'autre, pour les Palestiniens, dans le strict cercle de l'héritage culturel, le lien avec l'Antiquité semble coupé et certes, défectueux à plus d'un titre.

La tenace nécessité de planter des racines pour les peuples, les familles, les personnes est au goût du jour pour des raisons de visibilité, partout sensibles aujourd'hui. Il s'agit de refuser de se sentir dénudé dans un brouillard épais. Le Gaziote de souche peut choisir ses ancêtres : Cananéens ou Philistins. Des Cananéens, sûrement et en droite ligne. Et l'archéologie en offre les repères avec les sites de l'Âge du Bronze de toute première importance : Tell es-Sakan, Tell al-Ajjul, Tell Zurob. La Gaza antique débordant les lignes de démarcation modernes, ajoutons Tell el-Hesy, Tell Shariyah, Tell Far'ah, Tell Jammah, tous sites majeurs. Cependant, des étudiants

non réfugiés de Gaza ont déclaré être fiers d'être des Philistins, sans récuser par conséquent une vague origine grecque. Malgré un réconfort ténu, la proposition affaiblit la prestigieuse racine arabe.

Le mieux admis, pour des raisons de préséance, est de ne descendre ni des Cananéens ni des Grecs mais des Arabes. De quelle souche « arabe » ? Faut-il entendre nomade ou musulmane puisque dans la foulée du langage les deux termes ont plus que jamais tendance à se confondre ? Les deux propositions coulent certainement de deux sources différentes. La nomade, souvent récusée, paraît moins noble (et pourtant !) au profit exclusif d'une origine hijazi, pays de la révélation, ou yéménite où furent les glorieux royaumes sud-arabes.

Il faut alors expliquer qu'aux XII-XIe s. av. J.-C., si bon nombre de Méditerranéens ont accosté aux rivages de Gaza, ils n'ont pas pour autant expulsé les Gaziotes autochtones : ils ont été accueillis et se sont mêlés. La souche gaziote étant restée la plus forte les aura absorbés. Les immigrants ont adopté le panthéon local, sémitique et les quelques fragments d'inscriptions connues sont dans un phénicien local tout aussi sémitique. Le fond de la population gaziote, arrivé par le nord, est cananéen depuis le Bronze Moyen (XXe s. av.J.-C.) comme dans l'ensemble du Levant. Il s'est ensuite enrichi d'un apport méditerranéen. Gaza est un port dont les habitants ont, à toute époque, fréquenté les étrangers surgis de la mer. L'épisode philistin est un temps charnière et le Tell Harubeh, qui gît sous la vieille ville de Gaza, est source prometteuse d'une illustration archéologique et historique, véritable clé identitaire de la Palestine littorale. Harubeh, tell majeur, capitale des Philistins est semble-t-il le plus étendu de la Palestine historique, avec ses 500 m de diamètre. Et nul à Gaza n'en a cure.

L'ascendance nomade n'y est pas nulle. L'opposition entre nomades et sédentaire est traditionnelle, leurs rivalités et complémentarités ont des causes économiques. Les bédouins de Gaza sont des déplacés sans qu'ils soient venus de loin. De tout temps, Gaza a été au contact des nomades du Négueb et de la Transjordanie méridionale, pour des raisons commerciales. La région a été un glacis stratégique tour à tour égyptien ou asiatique. Ouverture vers l'ouest, Gaza a été la fenêtre du monde arabe sur la Méditerranée qui a été « arabe » même sous influence grecque, hellénistique, puis romaine. Le corridor entre la mer et la Araba est le débouché, par Pétra, des oasis de l'Arabie du Nord, et par là des confins arabes de l'océan Indien. La route arabe péninsulaire eut un fort impact sur tout le sud de la Palestine et particulièrement sur Gaza. Les historiens grecs et latins ont nommé « Arabes » les populations des régions confinées par les zones arides, d'après le mot arabe employé par les sédentaires pour désigner le peuple des tentes. L'appellation s'est étendue à la péninsule car les historiens antiques avaient appris l'existence de villes et de civilisations brillantes au sud de l'Arabie. Alors, les arabes ne sont pas seulement des nomades. Les cultures de l'Arabie, aussi singulières fussent-elles, avaient atteint un haut degré de civilisation qui n'était pas enfermée sur elle-même. Le sud de la Palestine et l'Arabie ont été étroitement liés et la première est un débouché de la seconde.

L'historien grec Polybe a parlé du « roi des Arabes » dans le Négueb qu'il fallait se concilier pour passer en Égypte. Dans les conflits, les « Arabes » ont souvent prêté main forte aux Gaziotes. On peut supposer un métissage ponctuel mais millénaire entre les deux sociétés. L'héritage de Gaza est cananéen avec deux mariages, l'un

arabe et l'autre grec. Plus tard, la conversion musulmane lui fera prendre le caractère fort et spécifique qu'il possède aujourd'hui.

4 – Un patrimoine polymorphe

La définition la plus large de la notion de patrimoine serait : fondation dans l'histoire, des histoires, et les acquis culturels d'un peuple. Elle vaut aussi bien pour une famille, pour une société, elle vaut pour un peuple. Il y a indéniablement un patrimoine national et il est essentiel dans les processus identitaires. Gaza comme la Palestine traverse une crise identitaire, grave. Il y en eut d'autres. La crise passée, un temps plus ou moins long est nécessaire pour reformer l'identité et reformuler le patrimoine. Un patrimoine est toujours polymorphe puisqu'il est en constante évolution. le processus élague, retranche et tranche ; il élargit pour faire place aux acquis. Le patrimoine n'est pas un reçu brut, il est une élaboration complexe de ce dont la question identitaire a besoin. Il est indéniablement une construction en partie spontanée en partie raisonnée.

L'archéologie de Gaza, dans un premier mouvement ne semble pas nécessaire. Elle serait étrangère comme l'ombre portée par les arbres du jardin d'à côté. L'archéologie plonge cependant aux racines les plus profondes des sociétés modernes. Son but est de décrire l'homme ancien plus que de récolter des objets précieux montrés dans les musées. Au-delà de ce que l'homme a fabriqué et construit, elle montre le génie de ceux qui nous ont précédés, par longues étapes dans un territoire défini qui lui confèrent son génie propre. Le patrimoine est une assise, la chaise sur laquelle on s'assied pour parler. Le patrimoine accepte les métissages en restant toujours lié à un terroir.

La notion de patrimoine mondial, que promeut aujourd'hui l'Unesco, tendrait à en affaiblir la densité et l'utilité. Le processus de mondialisation, qui veut être la bonne conscience et le conservatoire à vocation universelle, entraîne une dilution culturelle des régions. La vocation à l'universel est parfois perçue comme une ingérence. Par contre-coup, le processus peut profiter de sursauts régionalistes et susciter les particularismes. Le patrimoine mondial n'a pas sens à Gaza quand l'héritage local est fragilisé. La proposition de classer certains sites de Gaza sur la liste du patrimoine mondial a soulevé, sur place, une grande sympathie plus par son aspect de reconnaissance internationale que pour le poids de l'histoire.

Quel est aujourd'hui le contenu d'un patrimoine archéologique gaziote ? Il est en fragments sans continuité, comme un puzzle qu'il faut reconstituer, des pièces ayant été détruites ou jetées, d'autres vendues ou dérobées. Est-il le fruit d'une histoire locale et d'un terroir longuement construits et transmis par les pères ? Mais Gaza est bipolaire. Il y a les Gaziotes de souche et il y a les réfugiés. Pour ces derniers, l'appartenance à un territoire est plombée par un hiatus : les biens patrimoniaux sont ailleurs, dispersés et inaccessibles. Avec l'espace perdu, le temps et suspendu. Le terroir est d'emprunt : le passé n'a plus d'incidence ni d'importance puisqu'il ne sert

plus. La construction d'une identité se fait alors à partir de l'histoire en cours, celle qui se vit au fil des crises qui se succèdent. Ici, elle s'écrit dans un ailleurs. Sa structure est sociale, politique et idéologique, au sens noble du terme. Les raisons d'un patrimoine sont commandées par le futur à court et moyen termes. L'héritage patrimonial n'a pas été oublié mais vidé. Il s'est condensé dans un nouvel élément fondateur, la Nabka, et ce qui l'a précédée se mue en mythe plus qu'en nostalgie. Le devoir de mémoire qui ravage les media aujourd'hui n'est pas le monopole des voisins. La belle formule américaine qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir est usée jusqu'à la corde. La réalité de la coupure a été refermée par l'effort de résistance. Alors le dynamisme pour maintenir la vie tend à remplacer l'héritage et devant le passé caduc l'avenir est l'issue. Le patrimoine, condensation d'un passé choisi pour se protéger ou prévenir l'avenir, est sans utilité un luxe intellectuel pour temps de paix. En marge d'un héritage désormais virtuel, l'identité se redéplie, reformulée aux dimensions nouvelles, religieuses, culturelles et politiques.

Quel peut être le contenu du patrimoine des Gaziotes de souche, puisqu'ils sont encore dans leur terroir ? L'archéologie intéresse sans susciter plus d'étonnement et de curiosité quant à la valeur marchande des trouvailles. Les Antiquités sont le département d'un Ministère, objet de communiqués dans la presse et parfois de pédagogie à l'initiative d'ONG ou des missions européennes. L'archéologie est une discipline étrangère, une marotte occidentale, une pratique d'esthètes et d'historiens fébriles, en tout cas une étrangeté à connotation néo-colonialiste. Un passé trop reculé est inhabitable où il n'y a rien d'arabe . L'islam dans sa dynamique culturelle tend à tenir, dans l'espace et dans le temps, tout ce qui n'est pas musulman comme un ailleurs. L'islam est si dense que pour beaucoup, islam et arabe sont synonymes. Ce qui n'est pas exact. Les cultures pré-islamiques sont obsolètes, au mieux des traces laissées par des emprises successives, en tout cas étrangères. Les cultures du Fer, grecque, romaine, byzantine ne sont acceptées qu'aux franges du patrimoine palestinien avec le souci de décalquer la modernité. S'il est un patrimoine crédible et efficace, il puise d'emblée la plupart du temps dans le monde musulman, puisque les religions détiennent la vérité de l'histoire, du moment et du temps.

Patrimoine archéologique ? Il est en genèse et désormais irrécusable mais l'archéologie souvent gêne. Dans le développement urbain, rapide de la mise en valeur du territoire et de la disparition progressive des campagnes, l'exploitation et la protection des gisements archéologiques créent des contraintes, partout sources d'embarras. Elle est ressentie comme contraire au développement nécessaire des villes et des villages, l'envers de l'avenir. Surtout quand un site qui présente un haut intérêt historique est souvent rien moins que spectaculaire. L'avenir oui, et l'archéologie oui, à condition qu'elle ne gêne pas.

5 – Conclusion

Cependant, il ne faut pas se montrer pessimiste, balancés que nous sommes entre impuissance et impatience. On serait parfois tenté d'y céder quand la route est coupée par un mur de béton. Les efforts répétés pour une implosion de la société palestinienne, que certains fomentent, brident les élans et les ressorts normaux de la culture populaire. Parlant de la notion de patrimoine, on dit culture. La culture est ce qui reste d'une société qui pense et agit. Le conflit, dans lequel les Palestiniens sont pris, suscite une culture spécifique de conflit. La culture n'est pas le bénéfice d'un pays en paix. Elle doit être, et cherche ses sources aujourd'hui en Palestine dans la réaction aux tensions du conflit. Elle est par principe une réponse au déficit politique, social et psychologique. Pour les raisons que l'on expose, à savoir les conditions de son élaboration, elle est moderne. On la retrouve donc dans les formes de l'expression contemporaine. La littérature, surtout la poésie, le cinéma recomposent une relecture sociale et une cherchent la clé des événements. La peinture prend un essor inattendu à cause de ses possibilités d'expression psychique. Elle n'est pas descriptive mais à résonance souvent politique, puisant presque exclusivement dans l'imaginaire traditionnel. Elle démontre l'attachement de la société pour un présent formulé en même temps qu'un passé fabriqué ou informulé. Elle est un des lieux où la notion de patrimoine se révèle le mieux. La Palestine possède quelques formations de musique orchestrale et chorale qui ne touchent encore que l'élite. Il faut tenir compte d'une sensibilité arabe, en général étrangère à un répertoire classique ou romantique. En revanche, la musique populaire gagne en qualité et en diversité sans subir l'impact diluant d'un répertoire pléthorique, anglo-américain, à but lucratif.

Toutes ces réalisations sont de qualité, cantonnées dans des champs artistiques et esthétiques nouveaux. Elles contribuent à fonder la place de la Palestine dans l'effervescence culturelle en voie de mondialisation, et justement à cause de la crise et de son enfermement. L'appel d'air venu de l'Ouest est corrigé par une tradition orientale, populaire et forte. Elle côtoie indéniablement une culture politique de solidarité et de diversité.

Le processus est en marche. Il lui faut assez de densité pour lier son dynamisme populaire à celui qui est universitaire et cultivé. De nombreuses institutions se sont créées en quinze ans dans les domaines du sauvetage et de la protection des paysages, de l'architecture des villes et des villages. Les universités y sensibilisent les étudiants qui seront le relais avec l'ensemble de la population. Les facultés s'ouvrent toujours plus à l'enseignement de l'histoire et de l'archéologie.

Enfin, on sait que l'archéologie s'imposera comme un bien national. Aujourd'hui, l'archéologie n'est plus tant la pourvoyeuse des vitrines de musée que la prise en compte scientifique des lieux et des objets désaffectés. Elle rejoint le présent. On fera un jour l'archéologie des villages détruits en 1948. L'archéologie doit se préoccuper désormais du génie de l'industrie des hommes où la notion de patrimoine rejoint celle de l'héritage. Le jeu du passé-présent en est la clé.

